

# Les Nations Unies publient aujourd'hui leur Plan d'action pratique pour lutter contre la pauvreté

***Remis au Secrétaire général Kofi Annan par l'équipe du Projet Objectifs du Millénaire, le rapport intitulé "Investir dans le développement" est salué par les experts comme une feuille de route traçant la voie pour réaliser au moindre coût les objectifs du Millénaire pour le développement d'ici à 2015***

NATIONS UNIES, 17 janvier 2005 – Définissant une stratégie d'une ampleur sans précédent pour lutter à l'échelle mondiale contre la pauvreté, la faim et la maladie, une équipe d'élite constituée de 265 des meilleurs experts mondiaux du développement a proposé aujourd'hui un plan prévoyant toute une série de mesures à la fois efficaces et peu coûteuses qui, globalement, permettraient d'ici à 2015 de réduire de moitié l'incidence de l'extrême pauvreté et d'améliorer radicalement les conditions de vie d'au moins un milliard d'habitants des pays en développement pauvres.

Les recommandations de l'équipe du Projet Objectifs du Millénaire, groupe indépendant chargé de conseiller le Secrétaire général de l'ONU, sont exposées dans le rapport intitulé *Investir dans le développement : plan pratique pour réaliser les objectifs du Millénaire pour le développement*. Ce rapport a été remis aujourd'hui au Secrétaire général Kofi Annan. Le Secrétaire général a déclaré que la lutte contre l'extrême pauvreté devrait être en 2005 au tout premier rang des priorités de la communauté mondiale et du système des Nations Unies.

"Jusqu'à présent, nous n'avions aucun plan concret pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement", a déclaré Jeffrey D. Sachs, économiste qui dirige depuis trois ans l'équipe du Projet Objectifs du Millénaire. "Les experts qui ont participé à cette vaste entreprise ont démontré irréfutablement qu'il nous était encore possible d'atteindre ces objectifs, à condition d'appliquer le plan immédiatement".

Au moment où paraît le rapport établi par l'équipe du Projet Objectifs du Millénaire, la catastrophe provoquée en Asie par les raz de marée est là pour rappeler à l'opinion mondiale l'ampleur des besoins des populations pauvres et la nécessité de leur apporter une aide suffisante et efficace. L'immense élan de générosité suscité par cette tragédie est la preuve éclatante que les habitants des pays riches sont favorables à cette aide, à condition d'en voir clairement la nécessité et d'être suffisamment sûrs que leurs apports iront bien à ceux qui en ont besoin et amélioreront leur sort. Le Plan d'action pratique tient compte de ces légitimes préoccupations, et montre que des investissements ciblés dans les services publics essentiels tels que santé et éducation et dans l'infrastructure rendent les collectivités pauvres moins vulnérables à ces catastrophes et aux souffrances qu'engendrent la maladie, la faim et la dégradation de l'environnement.

La publication du rapport donne le coup d'envoi à une série d'initiatives qui seront prises cette année à l'échelle mondiale pour que les objectifs du Millénaire pour le développement se concrétisent, notamment la publication en mars d'un rapport du Secrétaire général qui reprendra largement les recommandations du Projet Objectifs du Millénaire. Avec deux réunions des dirigeants des pays du monde entier, l'une en juillet à l'occasion de la réunion du G8 et l'autre en septembre, au Siège de l'ONU, pour accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire, l'année 2005 devrait, selon de hauts représentants des Nations Unies, être une année charnière pour la mobilisation de la communauté internationale pour la lutte contre la pauvreté et la maladie.

“Par son travail, l'équipe chargée du Projet Objectifs du Millénaire a apporté de la part du système des Nations Unies une contribution intellectuelle au débat sur le développement, sans précédent depuis au moins 20 ans”, a déclaré Mark Malloch Brown, qui vient d'être nommé Chef de Cabinet du Secrétaire général et préside le Groupe des Nations Unies pour le développement. C'est le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) qui, au nom du Groupe, a financé et soutenu le Projet Objectifs du Millénaire.

“Nous espérons que le rapport du Projet Objectifs du Millénaire favorisera un élan mondial en faveur de la négociation d'une ‘formule de convergence’ entre les impératifs de réduction de la pauvreté à l'échelle mondiale et les impératifs de la sécurité lors du Sommet ‘Millénaire + 5’ qui aura lieu à New York en septembre”, a ajouté Malloch Brown. “Ce qu'il nous faut, c'est que les pays riches comme les pays pauvres prennent des engagements fermes, afin que les pays en développement qui réorientent leurs politiques et s'attachent véritablement à éliminer la pauvreté puissent sans tarder obtenir des pays développés les concessions commerciales, des aménagements de la dette et l'assistance qu'ils ont promis. Parallèlement aux travaux du Groupe de personnalités chargé par le Secrétaire général d'étudier les risques sécuritaires, le rapport offre à la communauté mondiale de nouvelles bases pour s'attaquer au problème essentiel des corrélations entre sécurité et développement”.

Aperçu du Projet Objectifs du Millénaire et recommandations principales :

- ② **Un plan pratique** : En 2000, les dirigeants des pays du monde entier, réunis au Siège de l'ONU, ont convenu de réduire de moitié l'incidence de la pauvreté à l'horizon 2015. Les travaux de recherche réalisés dans le cadre du Projet montrent qu'il est encore temps pour atteindre cet objectif et expliquent de façon rigoureuse et détaillée comment y parvenir.
- ② **Des coûts réalistes** : À l'issue d'un calcul détaillé des coûts, jamais entrepris auparavant, les experts du Projet ont conclu que les objectifs du Millénaire pour le développement pourraient être atteints moyennant un investissement représentant à peine 0,5 % du revenu des pays industrialisés, chiffre qui cadre tout à fait avec les objectifs d'aide internationale au développement que les pays riches ont déjà promis d'atteindre.
- ② **L'importance de la gouvernance** : Des réorientations de politique au niveau local et l'engagement pris, au niveau des pays, d'aider les plus pauvres d'entre les pauvres sont des conditions essentielles de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement.
- ② **Expansion du commerce et du financement par des capitaux privés** : Cette double expansion est une condition essentielle de la croissance soutenue de tous les pays en développement, mais les pays les plus pauvres ne pourront tirer parti du commerce et des investissements privés que s'ils reçoivent d'abord une aide pour mettre en place des éléments d'infrastructure essentiels tels que réseau routier, ports, dispensaires et écoles et améliorer la santé et les qualifications de la main-d'œuvre grâce à des investissements dans la lutte contre les maladies, l'éducation, la nutrition et la formation professionnelle.
- ② **Des “voies rapides” vers le succès** : Les responsables du Projet “objectifs du Millénaire” insistent fortement sur la nécessité de cibler immédiatement l'assistance sur les pays dont il est déjà établi qu'ils en ont besoin et sont capables de l'utiliser efficacement, en commençant par les pays déjà classés comme remplissant les conditions requises pour bénéficier d'un allègement de leur dette dans le cadre de

l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés, et les pays que le Gouvernement des États-Unis a décidé de faire bénéficier d'une aide imputée au *Millennium Challenge Account*.

- ② **Une entreprise trop vaste pour être laissée aux seuls pouvoirs publics** : Le rapport souligne que pour relever les défis que constituent d'une part la croissance et la création d'emplois et, d'autre part, la prestation des services dont ont besoin les collectivités pauvres, il est indispensable que s'instaure un vaste partenariat entre le secteur public, la société civile et le secteur privé. La participation de toutes les parties prenantes est la clef du succès : si les associations féminines et les organisations de la société civile demeurent en marge de la vie économique et politique, les objectifs du Millénaire pour le développement resteront lettre morte.
- ② **Une aide de qualité** : Il est certes indispensable que le volume de l'aide augmente, mais il est non moins indispensable d'en améliorer aussi la qualité. Les équipes qui ont travaillé au Projet ont établi des plans rigoureux pour maximiser l'efficacité des investissements consacrés à la santé publique, à l'éducation et au développement économique, et elles soutiennent de façon convaincante que concentrer maintenant les dépenses sur ces investissements permettra à terme d'économiser des milliards de dollars et de sauver des dizaines de millions de vies humaines.
- ② **Des "gains rapides"** : Les pays en développement et les pays développés devraient immédiatement prendre une série de mesures "à gains rapides" qui permettraient de sauver des millions de vies moyennant un coût modeste, mesures qui peuvent consister aussi bien à offrir des repas gratuits aux élèves des écoles ou installer de petits groupes électrogènes ou des génératrices solaires qu'à construire des hôpitaux et des écoles ou à distribuer des médicaments antirétroviraux contre le sida ou des moustiquaires à 5 dollars l'une qui protègent contre les vecteurs du paludisme.

L'essentiel, souligne le rapport, c'est qu'un effort concerté soit fait pour que cette aide soit accordée pour avoir un impact à l'échelle nationale, et même à l'échelle mondiale.

"Nous avons les moyens d'éliminer l'extrême pauvreté en l'espace d'une génération", affirme Jeffrey D. Sachs. "Il ne s'agit pas seulement de réduire de moitié l'incidence de la pauvreté – si nous voulons éliminer l'extrême pauvreté, nous pouvons le faire d'ici à 2025".

L'équipe qui a participé au Projet Objectifs du Millénaire est un véritable "who's who" des théoriciens et des praticiens du développement, comprenant **Ernesto Zedillo**, ancien Président du Mexique; **Mari Pangestu**, Ministre indonésien du commerce; **M.S. Swaminathan**, lauréat du Prix mondial de l'alimentation; **Amina J Ibrahim**, Coordonnatrice nationale de l'Éducation pour tous au Ministère fédéral de l'éducation du Nigéria; **Pedro Sanchez**, lauréat du *MacArthur Genius Award* et du Prix mondial de l'alimentation; **Agnes Binagwaho**, Secrétaire exécutive de la Commission nationale rwandaise pour la lutte contre le sida; **Awash Teklehaimanot**, Directeur du Programme sur le paludisme à l'Université Columbia; **Yolanda Kakabadse Navarro**, Présidente de l'Union mondiale pour la nature; **Albert M. Wright**, Président de l'équipe pour l'étude des problèmes de l'eau en Afrique; **Yee-Cheong Lee**, Président de la *World Federation of Engineering Organizations*, et **Calestous Juma**, ancien Secrétaire exécutif de la Convention des Nations Unies sur la diversité biologique. Les travaux réalisés dans le cadre du Projet par des équipes spécialisées dans des sujets aussi divers que l'éducation, le paludisme et la faim ont donné lieu à l'établissement de 13 rapports détaillés.

Les travaux de recherche et rapports issus du Projet ont été soumis pour examen et recommandations à des experts d'autres grandes institutions, parmi lesquelles la Banque mondiale et le Fonds monétaire international.

Le rapport milite en faveur d'une réforme majeure du système international pour le développement, qui est trop souvent mal ciblé et inefficace. Les travaux de recherche réalisés dans le cadre du Projet montrent que sur chaque dollar versé au titre de l'aide internationale, 30 cents seulement vont effectivement, sur le terrain, aux programmes d'investissement entrepris dans les pays pauvres pour lutter contre l'extrême pauvreté, la faim et la

maladie. Si l'aide était concentrée et dépensée localement selon une stratégie rigoureuse, elle serait plus efficace et moins coûteuse, soutiennent les experts qui ont travaillé au Projet. Selon les auteurs du rapport, 24 % seulement de l'aide bilatérale accordée aux pays à faible revenu vont effectivement, sur le terrain, à des investissements essentiels pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement; toujours selon eux, la proportion est de 54 % dans le cadre de l'aide multilatérale, mieux certes, mais pas encore assez.

“La question n'est pas de savoir si l'aide donne ou non des résultats”, affirment les auteurs d'*Investir dans le développement*. “Il est amplement démontré qu'elle donne des résultats si elle est suffisante et convenablement ciblée. Le problème, c'est de savoir comment et quand accorder l'aide, à quels pays et sous quel volume”. Dans le cadre du Projet Objectifs du Millénaire, des études ont été faites sur des pays où il y a une forte concentration de population vivant dans l'extrême pauvreté en vue de déterminer le montant des investissements nécessaires pour faire face aux problèmes de la faim, de l'éducation, de l'égalité des sexes, de la santé, de l'approvisionnement en eau et de l'assainissement, des taudis, de l'énergie et de l'infrastructure routière.” Dans les pays à faible revenu, il faudrait porter le montant par habitant des investissements à 70-80 dollars en 2006, et le faire progresser jusqu'à 120-160 dollars d'ici à 2015. De nombreux pays à revenu intermédiaire seront en mesure d'assurer pour l'essentiel le financement de ces investissements, encore que dans bien des cas il leur faudra pour y parvenir bénéficier d'un allègement suffisant de leur dette et d'une assistance technique spécialisée. Cependant, les pays les plus pauvres n'auront pas de ressources propres suffisantes. Il leur faudra des apports financiers extérieurs.

Les responsables du Projet Objectifs du Millénaire lancent un appel pour une “décennie de grandes ambitions” et recommandent les lignes d'action suivantes :

- ② Les pays en développement devraient adopter des stratégies nationales de développement ambitieuses en vue d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement, prévoyant des mesures précises de réorientation de leur politique et des évaluations détaillées des investissements requis et des options de financement.
- ② Les pays à revenu élevé devraient ouvrir leurs marchés aux exportations des pays en développement et aider les pays les plus pauvres à accroître la compétitivité de leurs exportations grâce à des investissements d'infrastructure, à des mesures de facilitation du commerce et au renforcement de leurs moyens scientifiques et technologiques. Les auteurs insistent fortement sur la nécessité de voir les négociations commerciales de Doha aboutir d'ici à la fin de 2006.
- ② Les groupes régionaux tels que l'Union africaine devraient promouvoir le commerce régional et le développement de l'infrastructure transfrontières (routes, transport d'énergie, télécommunications); ils devraient aussi renforcer la gestion de l'environnement au niveau régional; les donateurs, de leur côté, devraient financer plus généreusement les projets régionaux essentiels qui relèvent de ces domaines.
- ② Le Secrétaire général devrait renforcer la coordination de l'action que mènent les institutions des Nations Unies pour la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement à l'échelle internationale et au niveau des pays.
- ② Pour que les objectifs du Millénaire puissent être atteints, il faudrait que le volume de l'aide accordée par les pays industrialisés soit portée à 0,44 % de leur PNB en 2006 et atteigne 0,54 % du PNB en 2015, soit moins que l'objectif global de 0,7 % du PNB réaffirmé par les dirigeants des pays du monde entier lors de la Conférence sur le financement du développement tenue à Monterrey en 2002.
- ② Les calculs réalisés dans le cadre du Projet ne font pas entrer en ligne de compte certains domaines essentiels dans lesquels les pays en développement ont besoin d'une assistance qui ne vise pas spécifiquement la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement, notamment les grands projets d'infrastructure qui doivent être entrepris à l'avenir, les dépenses supplémentaires nécessaires pour faire face au changement climatique, la reconstruction des pays à l'issue de conflits et autres priorités géopolitiques. Les responsables du Projet exhortent vivement les pays donateurs qui ne l'ont

pas encore fait à prendre l'engagement d'atteindre l'objectif fixé de longue date et réaffirmé en 2002 à Monterrey, qui est de porter d'ici à 2015 à 0,7 % de leur PNB le montant des ressources qu'ils consacrent à l'aide internationale au développement, et ils invitent aussi les autres pays donateurs à renouveler leur engagement ou à accélérer leur progression vers l'objectif fixé.

- ② Les auteurs du rapport engagent les pays riches à consacrer, en 2006, 135 milliards de dollars à l'aide au développement, ce qui implique que les engagements actuels soient dépassés de 48 milliards de dollars, soit l'équivalent d'environ 5 % du total mondial des budgets militaires. D'ici à 2015, le volume annuel de l'aide au développement devrait atteindre 195 milliards de dollars, recommandent les auteurs du Projet.
- ② Il faudrait que cette aide supplémentaire comprenne initialement un montant de 5 milliards de dollars, et atteigne 7 milliards de dollars par an d'ici à 2015, pour renforcer les moyens scientifiques et technologiques mis au service des pauvres et particulièrement financer des travaux de recherche consacrés à la santé, à l'agriculture, à l'énergie, à la gestion de l'environnement et à la climatologie.
- ② Les responsables du Projet Objectifs du Millénaire souscrivent à la proposition du Royaume-Uni tendant à la création d'une nouvelle facilité financière internationale, proposition qui devrait aboutir en 2005 à une innovation majeure dans le domaine du financement du développement. Conçue pour doubler le volume de l'aide au développement d'ici à 2015, la facilité financière internationale mobiliserait des ressources supplémentaires sur les marchés des capitaux grâce à l'émission d'obligations garanties par des engagements d'aide à long terme pris par les donateurs; c'est aux pays donateurs qu'il appartient de choisir les modalités de financement. Ce qui importe avant tout, c'est que des ressources supplémentaires soient rapidement mobilisées.

### **Les objectifs du Millénaire pour le développement : une assurance-sécurité pour le monde**

“Pour notre sécurité, il importe de toute urgence de permettre aux pays les plus pauvres d'échapper au piège de la pauvreté”, affirme Jeffrey D. Sachs. “Lorsque les gens manquent de nourriture, sont privés de soins médicaux et n'ont pas accès à l'eau potable, lorsqu'ils n'entrevoient pas les chances d'un avenir meilleur, la société dans laquelle ils vivent est exposée à l'instabilité et à des troubles susceptibles de se répercuter sur le reste du monde”.

Le temps presse, cependant, puisqu'il ne reste plus que 10 ans pour atteindre les objectifs fixés pour 2015. Selon les auteurs du rapport, la réalisation de ces objectifs n'est pas seulement indispensable pour rendre le monde plus juste et mieux faire respecter les droits de l'homme, elle est aussi essentielle pour assurer la sécurité à l'échelle mondiale. “Les pays pauvres où sévit encore la faim sont beaucoup plus exposés que les pays riches à des conflits internes, parce que la rareté des ressources essentielles attise ces conflits”, affirment les experts, qui ajoutent que la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement devrait être au cœur même de l'action internationale menée pour mettre fin aux conflits violents, à l'instabilité et au terrorisme.

Le rapport insiste toutefois sur la nécessité d'une affectation judicieuse des ressources, et souligne qu'il faut accorder une attention particulière aux pays en développement qui se sont montrés résolus à pratiquer la bonne gouvernance et à rendre leurs finances publiques plus transparentes. Selon le rapport, il y a des dizaines de pays à faible revenu qui ont démontré leur aptitude aux réformes indispensables et leur volonté d'agir pour améliorer le sort des populations les plus pauvres.

“Les pays où l'état de droit n'existe pas, aux mains de dirigeants corrompus, sont incapables d'investir dans la santé, l'éducation et les réseaux routiers”, observe Jeffrey D. Sachs. Ce sont les pays qui ont démontré leur aptitude à la bonne gouvernance qui doivent bénéficier d'une aide internationale accrue, de même que ceux qui essaient d'ouvrir leur économie, de réformer leur système politique et de lutter contre la corruption”.